

INTERVIEW

« LA RÉGION EST AUJOURD'HUI LE PREMIER ACTEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE »



Patrick Karam,

vice-président chargé des Sports, des Loisirs, de la Jeunesse, de la Citoyenneté et de la vie associative du Conseil régional d'Île-de-France, président de l'IRDS

PHOTO : D.R.

Pourquoi le sport est une priorité pour la Région ?

Patrick Karam Le sport occupe une place importante dans le quotidien des Franciliens. Depuis 2016, sous la présidence de Valérie Pécresse, je conduis une politique sportive ambitieuse afin de développer l'offre sportive pour tous les publics et sur tout le territoire. La Région, en tant qu'aménageur de son territoire, a entamé un travail de refondation et d'innovation de sa politique sportive. À l'aune des Jeux de 2024, le territoire a besoin de s'appuyer sur des équipements plus nombreux et de qualité, qui offrent aux clubs et aux associations, tout comme aux pratiquants, une aire d'expression de leurs talents, d'échanges et de socialisation. C'est pourquoi, à travers la Conférence régionale du sport (CRDS), instance de concertation et de recommandations, installée en juin 2018, la Région a souhaité créer les conditions d'une bonne articulation des enjeux communs à l'ensemble des acteurs publics et privés qui contribuent au développement du sport sur la région. L'action régionale repose sur un dialogue permanent et sur une approche partenariale avec le mouvement sportif et les collectivités locales. Cela se traduit par un soutien important au mouvement sportif régional, au travers des conventions pluriannuelles, mais également national et local. La Région est aujourd'hui le premier acteur du sport en Île-de-France. Grâce à la présidente Valérie Pécresse, la part du budget consacrée au sport est en augmentation constante depuis 2016.

Quels sont les grands axes de la politique régionale en matière de sport ? En quoi elle contribue à des territoires plus inclusifs et durables ?

P.K. Le développement d'une offre sportive pour tous et la réduction des inégalités territoriales d'accès à la pratique sont des axes prioritaires

de la politique sportive régionale. Une attention particulière est portée aux femmes, aux personnes en situation de handicap, mais aussi aux jeunes et aux seniors. Ainsi, la Région a modifié ses règlements d'intervention pour augmenter l'offre sportive en direction des personnes en situation de handicap : chaque bénéficiaire de subvention régionale en investissement est incité à installer un club développant une telle pratique en se voyant attribuer un bonus financier de 10 %. La Région soutient également l'achat de matériels spécifiques (fauteuils, véhicules adaptés...) en faveur des sportifs en situation de handicap, à la demande des clubs. Elle soutient les petits clubs dans leur fonctionnement au quotidien, notamment au travers de la distribution de « Chèques Sport », équivalant à 400 ou 600 €, pour les clubs accueillant des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, afin de réduire les carences tout en améliorant le maillage territorial, différentes aides régionales, conditionnées à certains engagements (présence d'une pratique féminine, accès aux personnes en situation de handicap, etc.), sont apportées aux collectivités dans le financement de nombreuses infrastructures. De l'équipement en accès libre aux grands équipements permettant d'accueillir des événements de niveau international, en passant par les terrains de grands jeux ou encore les piscines, plus de 800 équipements sportifs ont été financés depuis 2016, contre 13 en 2015. Nous veillons à ce que les zones rurales, jusque-là délaissées, deviennent prioritaires, en mettant en place des bonus financiers pour les zones les plus carencées. Le « Plan Sport Oxygène », voté en 2018, offre aux publics les plus éloignés des opportunités de pratiquer une activité physique et sportive tournée vers le « sport santé bien-être ».

Enfin, avec sa charte régionale d'éthique et de déontologie, la Région lutte contre les dérives dans le sport. Depuis 2017, la Région organise des formations pour apprendre aux clubs sportifs à repérer les signaux faibles d'une radicalisation, un dispositif unique en France.

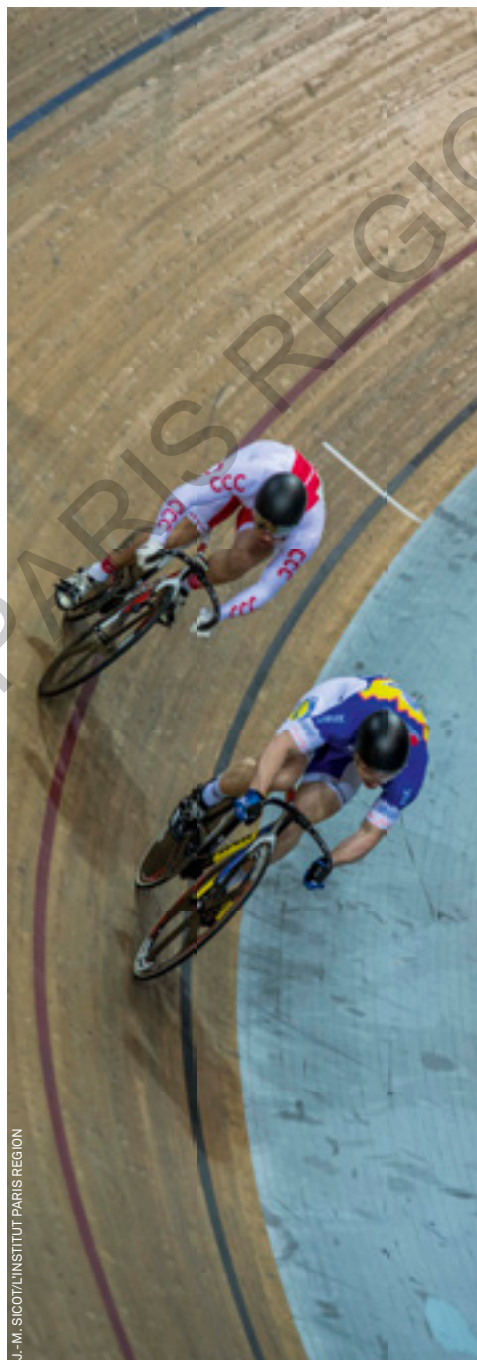
Comment le projet régional pour le sport s'inscrit-il dans la préparation des Jeux de 2024 ?

P.K. La Région a élaboré une feuille de route en lien étroit avec l'équipe de Paris 2024. Nous avons promis aux Franciliens que les Jeux bénéficieront à tous et que leur héritage s'inscrira dans la durée, au cœur de leur vie quotidienne. Cet héritage ne se résume pas aux infrastructures et équipements, il doit stimuler aussi l'emploi et l'innovation technique et technologique.

S'agissant des sportifs, la Région apporte une aide financière à des athlètes franciliens de haut niveau, qui transmettent les valeurs de l'Olympisme et du Paralympisme aux lycéens, aux apprentis, et à de nombreux jeunes franciliens. Durant l'Olympiade 2020-2024, la Région va renforcer son programme d'accompagnement pour soutenir ces sportifs dans leur parcours sportif et professionnel. Elle s'appuiera pour ce faire sur le CREPS d'Île-de-France, afin que celui-ci devienne la structure d'accueil, d'accompagnement et de préparation des sportifs franciliens. Il y a aussi le dispositif des clubs d'excellence, avec pour objectif de soutenir les clubs, aussi bien féminins que masculins qui représentent l'Île-de-France au meilleur niveau départemental, régional ou national afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution. Les clubs doivent avoir une école labellisée, mettre en place une école d'arbitrage ou favoriser le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club. Ils doivent également développer l'école des jeunes sportifs, aider à la formation des cadres professionnels et bénévoles du club et intégrer de nouvelles pratiques.

La Région soutient chaque année l'organisation de près de 100 événements sportifs, du local à l'international, ce qui témoigne de son attractivité en tant que territoire sportif et contribue à son savoir-faire dans l'événementiel en prévision des Jeux de 2024. ■

Propos recueillis par Claire Peuvergne



J.-M. SICOY/L'INSTITUT PARIS REGION